Nul ne sait de qui dépendent les bibliothèques municipales de la région parisienne !

Lors de la réunion annuelle des bibliothécaires municipaux des Hauts-de-Seine, le représentant du préfet, se tournant vers M. Pierre Coulomb, bibliothécaire municipal de Neuilly-sur-Seine, qui présidait la séance, lui dit :

« Je voudrais vous poser une question... ».

Et M. Pierre Coulomb de lui répondre : « Moi aussi... ».

C'était la même question : maintenant que trois départements ont remplacé l'ancien département de la Seine, de qui dépendent ou vont dépendre les bibliothèques municipales, sur le plan technique ?

Ce petit fait, qui fit rire l'assistance, est significatif de la confusion — pour ne pas dire davantage ! — dans laquelle la lecture publique continue d'être tenue, en France, par rapport aux pouvoirs publics.

Avec une bonne volonté certaine, le préfet des Hauts-de-Seine, alerté par son représentant, a, dans les 48 heures suivant la réunion que nous venons d'évoquer, chargé la Direction des Archives départementales de suivre l'activité des bibliothèques municipales.

Mais peut-on considérer cette mesure autrement que sous l'angle de l'empirisme ?

Interrogée, la Direction des Bibliothèques de France a répondu :

« Il n'y a rien d'officiellement prévu jusqu'ici. Il semble acquis néanmoins que les bibliothèques municipales des trois nouveaux départements entrent dans le droit commun vis-à-vis de la D.B.F. Cela devrait se traduire par des inspections et la possibilité pour les municipalités d'obtenir une participation de l'Etat (35 %), en cas de construction nouvelle. Une liaison avec les préfetures serait, certes, utile. Mais, là encore, nous ne pouvons rien avancer ».

Au Bureau des Bibliothèques de la Préfecture de la Seine, qui supervisait théoriquement l'activité des bibliothèques municipales de banlieue, on ignore tout de ce que la Direction des Bibliothèques de France paraît tenir pour acquis, au moins officieusement : « Nous ne savons rien. La Direction des Affaires Départementales, pas davantage. A notre avis, un service préfectoral comparable au nôtre, devrait prendre en charge les bibliothèques municipales, dans les trois départements. S'il en allait ainsi, il serait cependant dommage qu'il n'y eut plus de statistique d'ensemble permettant une étude comparative portant sur toute la région parisienne ».

Grâce à l'A.B.F., les bibliothécaires municipaux ont une possibilité de rencontre mais le problème de l'incitation aux efforts nécessaires et de leur coordination, en matière de lecture publique, est-il résolu pour autant ? Evidemment pas. Ce qui précède montre, d'ailleurs, qu'on ne s'en est guère préoccupé, en haut-lieu, quand fut préparée la réforme de structure départementale qui vient de s'opérer.

Nous avons le droit et même le devoir de le déplorer.